

# Internet et Résistances

Edito [I] - La haine en ligne [II] - Philippe Allard [V] - RésistanceS [VII] -  
Joe TXX [VIII] - Pour le respect mutuel [X] - Georgy [XII] - Laurence Rassel [XIV]

# ARTICuLATIONS

n° 24

## Occuper le terrain Internet

Internet, vecteur privilégié de la diffusion de messages racistes. Internet, espace privilégié pour la prolifération de réseaux néonazis. Internet, média idéal pour les révisionnistes et négationnistes en tout genre. C'est vrai. Face à ce phénomène, des organisations entrent en résistance afin de combattre la haine en ligne. C'est pour amplifier leur action que le CESEP inaugure cet été Tam Tam Echo, une plate-forme Internet qui fera écho de leurs initiatives et ira à la rencontre de leurs responsables. Internet comme lieu d'action militante et comme espace d'expression alternatif, c'est vrai aussi. Site d'information alternatif, centre culturel en résistance, logiciels libres, cyber-féminisme font aussi partie de ses nombreuses facettes à découvrir dans ce dossier articulations.

**Jean-Luc Manise**

Réalisation Jean Vogel  
et Jean-Luc Manise

**Centre Socialiste d'Éducation Permanente**

rue de Charleroi, 47 - 1400 Nivelles

tél. : 067 /89 08 50 - 067 /21 94 68 - fax : 067 /21 00 97 - Courriel : [infos@cesep.be](mailto:infos@cesep.be)

# La haine en ligne

C'est pour donner un plus grand écho à l'action des organisations luttant contre la haine en ligne que le CESEP inaugure en ce début d'été le site Echo Tam Tam (\*). Il s'inscrit dans le contexte du projet CITI de la Région wallonne visant à promouvoir la diffusion de contenus démocratiques sur Internet. Avec Echo Tam Tam, nous voulons observer et commenter les stratégies de communication et d'information d'organisations qui se sont données comme mission de combattre le racisme, le fascisme, la xénophobie, l'extrême-droite, le négationnisme, le révisionnisme, l'intolérance et qui militent pour l'émancipation de la démocratie, l'égalité des chances et les droits de l'homme et de la femme. Nous rejoignons aussi ceux qui veulent qu'Internet, utilisé comme une arme par les extrêmes, soit aussi un vecteur de résistance.

Nous voulons jouer le rôle de caisse de résonance. De grosse caisse de résonance. Avec, au niveau technique, la mise en ligne d'une "revue de sites" participative et collaborative qui trouvera écho dans les pages papier du "Secouez-vous les idées". Brèves, communiqués, interviews, études, dossiers actualités : au cœur de notre projet, des liens et des "revues" de sites actifs contre la haine et l'extrémisme dont les contenus nourriront Echo Tam Tam pour accroître leur visibilité. Avec une originalité technique : les responsables des sites partenaires qui auront marqué leur accord auront la possibilité de publier directement sur nos pages d'accueil des nouvelles plus largement développées sur leur site propre.

## Internet comme lieu de résistance.

Négliger l'impact du média Internet serait une grave erreur. C'est qu'il constitue le média idéal pour véhiculer de manière pratiquement instantanée rumeurs, fausses nouvelles, spéculations en tout genre. Sur Internet, n'importe qui peut se faire diffuseur : on peut informer et surtout désinformer sans aucun problème, et ce très largement et très rapidement. On peut aussi, en deux clics de souris, délocaliser "physiquement" la source de l'information et ouvrir un site ici aux USA, là en Asie pour échapper aux lois en vigueur en Europe. Ce "potentiel" est directement été pris en compte par l'extrême droite. En France, le Front National a été le premier parti à ouvrir un site Internet. Dans son édition 2005 du CD ROM "Le terrorisme numérique et la haine en 2005" (1), le centre Simon Wiesenthal scanne plus de 200 sites qui recueillent des fonds pour des groupes terroristes, enseignent comment fabriquer des bombes, utilisent des codes stéganographiques (messages cachés au sein d'un texte) lors d'activités terroristes, offrent aux enfants des jeux vidéo incitant à la haine, propagent des théories de conspiration et donnent d'autres exemples de haine transnationale. De manière plus générale, le Centre Simon Wiesenthal assure depuis neuf ans une veille systématique du phénomène antisémite sur Internet et recense plus de 4000 sites "problématiques".

## Des milliers de sites racistes

En France, la CNDH (Commission Nationale Consultative des droits de l'homme) estime qu'Internet est le vecteur privilégié du prosélytisme xénophobe qui a permis la diffusion de nombreux messages racistes au travers de multiples sites. Difficilement quantifiable et localisable, cette propagande est l'outil préféré des milieux adeptes du "secret" qui parviennent ainsi à répandre largement, et à moindre coût, un discours qui, sinon, serait resté bien plus confidentiel. Pour la CNDH, "le noyau dur de 4000 à 5000 sites racistes en général antisémites et anti-arabes est composé, en majorité, de sites en langue anglaise, hébergés généralement aux USA. Ces sites, du fait de la barrière de la langue, touchent assez marginalement le public des internautes francophones. La CNDH identifie quelque 200 sites Internet racistes francophones.

## Liberté absolue

"Le réseau Internet" explique Temps réels (section Internet de la Fédération de Paris du Parti Socialiste), "est aussi le medium le plus utilisé par les groupuscules négationnistes car d'un coût modeste. Il offre l'avantage de l'internationalité, de la rapidité et surtout d'une absence apparente de législation. Les activités révisionnistes se sont ainsi installées de préférence sur des pages web ne nécessitant pas de débats. Ces principales pages web sont parmi d'autres l'Institute for Historical Review, le Zundelsite, le Wilhelm Tell Revisionismus, Graphos ou Sleipnir. Tous ces serveurs web ont la caractéristique de revendiquer la liberté d'expression et de se réclamer du premier amendement de la Constitution des Etats-Unis. Ils arborent le blue ribbon, le ruban bleu en faveur de la liberté absolue d'expression sur Internet"

(\*) [www.democratie.info](http://www.democratie.info)



### La haine sur Internet

Le site s'appelle NSFINFO pour "Serveur d'Information national socialiste". Il est slovaque et est hébergé par un serveur russe. Son but : fournir aux néonazis des informations pour éliminer physiquement les roms et les drogués et plus généralement tous les "ennemis de la race blanche". Selon Marc Knobel, créateur de J'accuse, une association de lutte contre le racisme en ligne, on décompte quelque 40 à 60.000 sites antisémites, arabes, anti-noirs. "De 2000 à 2004, le nombre de sites violents a augmenté de 300% et leur impact n'est pas que virtuel. Michael Wine, du Community Security Trust (un service de protection de la communauté juive britannique) rappelait, lors de la conférence de juin 2004 à Paris consacrée à "la relation entre la propagande raciste, xénophobe et antisémite sur Internet et les crimes inspirés par la haine" que les émeutes qui ont secoué en 2002 des villes du nord de l'Angleterre avaient été en partie organisées via Internet par le British National Party et le National Front, deux groupes d'extrême droite. Et que les sites Redwatch en Grande Bretagne et Ant-Antifa en Allemagne ont publié des listes de personnalités antifascistes qui ont été par la suite "effectivement agressées".

### Recruter des martyrs

Marc Knobel : "Sur Aslim-Taslam ou sur le site français de Stcom.net, on s'étend longuement sur la corruption de la parole divine (le Coran) par les juifs et les chrétiens, qui pêchent par anthropomorphisme, associationnisme et idolâtrie. L'Occident est considéré comme un ennemi, puis les diatribes anti-américaines et antisionistes viennent clore le tout. Sur le site qoqaz.fr -un autre site hébergé par le portail fondamentaliste francophone stcom.net, quatre dossiers figuraient en bonne place : comment m'entraîner pour le djihad, le rôle des femmes dans le djihad, les règles islamiques concernant la permission d'exécuter les prisonniers de guerre. Dans un texte intitulé "l'avis islamique concernant la permission de réaliser des opérations martyrs", l'auteur sacralise les opérations "martyrs" et réfute la dénomination d'attentat suicide qui en est faite. "

### L'arme Internet

Internet peut ainsi devenir le lieu pensé et choisi des extrémistes. Marc Knobel : "Les néo-nazis mettent également à profit les progrès rapides de l'informatique en faisant l'économie de disquettes pour la distribution de leurs jeux néonazis. Ils utilisent désormais le Web. Pour quelques centaines de dollars, ils peuvent créer un site sur le web et envoyer un message à des milliers d'utilisateurs d'Internet. Les néonazis, négationnistes et tous les autres extrémistes ont d'ailleurs vite compris le parti qu'ils peuvent tirer d'une utilisation rationnelle et systématique d'Internet. J.Milton Kleim explique dans son "On tactics and strategy for Use " que "Usenet offre de gigantesques possibilités pour permettre à la résistance aryenne de diffuser notre message aux inconscients et aux ignorants. C'est le seul média de masse dont nous disposons et qui est relativement épargné par la censure.... C'est maintenant que nous devons nous emparer de cette arme qu'est Internet afin de la manier avec habileté et sagesse". Et dans une publication intitulée "la conspiration théorique", l'activiste autrichien Walter Ochsenberger écrit que : "La liberté de pensée est totale sur Internet et qu'in fine, Internet est le média démocratique le moins mauvais. Dans Stormfront, on peut trouver des informations sur le Nationaldemokratische Hochschulbund (NHB) Front des Etudiants et organisation de jeunesse du Nationaldemokratische Partei Deutschlands (NPD) de Günter Deckert. Dans un commentaire du NHB, il écrit : "Nous devons créer des zones libérées. Dans ces zones (dont Internet), nous exercerons notre pouvoir, gagnerons des militants, accentuerons notre militantisme et punirons tous les déviants et nos ennemis. Le réseau Thulé est du même avis. Dans un autre serveur, il est écrit : "Ce qu'il y a de pratique avec Internet, c'est qu'il nous permet d'échapper à la censure officielle. Chacun d'entre nous, avec des capacités pourtant réduites, peut atteindre ainsi l'opinion publique. Ce qui permet ainsi de diffuser nos informations et notre propagande, mais encore de retirer tous pouvoirs à ceux qui sont les gardiens de la bonne parole et les censeurs officiels. Et, ceci, d'autant plus que sur Internet, chacun peut contrôler les autres." Enfin, sur Internet toujours, Robert Faurisson, dans une note intitulée "Informations révisionnistes" écrit que "grâce principalement à Internet, le vent tourne en faveur du révisionnisme historique. Pour la première fois depuis vingt ans, je n'ai plus de procès en cours..."

Marc Knobel : "De New-York, cinq serveurs diffusent des messages enregistrés s'en prenant avec une rare violence aux noirs, juifs, indiens d'Amérique, émigrés et homosexuels. Les groupes qui sponsorisent ces réseaux de propagande sont identifiés : White Aryan Resistance, Church and the Creator, American Front, National Alliance et SS Action Group. Du Texas, R. Logsdon alimente chaque jour un serveur intitulé "Bibliothèque de la Croisade Aryenne". Des Etats-Unis toujours, StormFront, site carrefour des suprématistes lutte pour "la préservation de la culture occidentale blanche". Une croix celtique orne la page introductive. "

#### Veille démocratique

C'est pour faire face à cette multiplication de dérives qu'il faut initier des actions de veille démocratique sur Internet. Mark Knobel : "De nombreux utilisateurs, centres universitaires et associations (J'accuse, LICRA, UEJF) surveillent cependant de près ces marchands de haine, suivent leurs mouvements et réfutent leurs affirmations. Ils et elles rassemblent ainsi des milliers de documents, en les rendant tous accessibles sur Internet. Le résultat est là : les négationnistes et les néo-nazis ont malgré tout du mal à se présenter dans des forums de discussion car leurs affirmations sont réfutées de manière concertée. Parallèlement, quelques gouvernements ou hommes politiques mettent sur pied des commissions et des groupes de réflexion pour se pencher sur les problèmes liés à la libre expression sur Internet.

C'est ce mouvement de tolérance et de vigilance que la plate-forme Echo Tam Tam veut amplifier.

#### Jean-Luc Manise

(1) CD Digital Terrorism and Hate 2005 20 \$ www.wiesenthal.com

(2) Commission nationale consultative des droits de l'homme, La lutte contre le racisme et la xénophobie - Rapport d'activités 2003, Paris, la Documentation française 2004



**Antisioniste** : historiquement: hostile à l'établissement d'un Etat juif en Palestine; par dérivé: opposition aux visées expansionnistes ou annexionnistes de l'Etat d'Israel.

**Antisémitisme** : haine et rejet des juifs, sur des bases soit religieuses, soit "raciales".

**Extrême droite** : famille politique dont les principales caractéristiques sont le rejet des principes démocratiques et l'adhésion à l'autoritarisme, au nationalisme et à la xénophobie.

**Fondamentaliste** : la morale, la législation, les institutions politiques, etc., doivent être totalement en conformité avec les prescriptions religieuses.

**Islamophobe** : rejet de la religion islamique en tant que telle et, par extension, hostilité aux personnes de confession musulmane

**Judéo-bolchévique** : terme inventé par les nazis selon lesquels le bolchévisme était le fruit d'une conspiration juive destinée à détruire la civilisation occidentale et à dominer la race aryenne

**Judéo-chrétien** : concept selon lequel la civilisation occidentale repose sur une base morale commune aux religions juive et chrétienne

**Négationnisme** : négation de l'existence des chambres à gaz et plus généralement du génocide des juifs par les nazis

**Néonazi** : courant politique et idéologique d'après 1945 se revendiquant en tout ou en partie des idées et de l'action du nazisme hitlérien

**Raciste** : conception selon laquelle la "race" est le principal élément distinctif entre les groupes humains. Hostilité et rejet de certains groupes, jugés inférieurs en fonction de leur identité raciale supposée

**Révisionnisme** : terme utilisé par les partisans du négationnisme pour se désigner, en se présentant comme une école historique attachée à la "révision" de certaines convictions erronées

**Sioniste** : 1. partisan de l'établissement d'un Etat juif en Palestine; 2. militant en faveur du "retour" en Palestine des juifs de la diaspora.

**Xénophobe** : hostilité aux peuples étrangers et aux personnes d'origine étrangère (ou à certaines catégories d'entre elles)

Entretien avec Philippe Allard

# La bête rode toujours sur Internet

**Vous avez travaillé en particulier sur la présence de sites racistes ou nazis sur l'Internet.**

Oui, il y a déjà assez longtemps. En 1996, j'avais réalisé un dossier pour *Le Ligueur* " Racisme : la bête rode sur Internet ". Ces temps-ci je me suis moins occupé du racisme, antisémitisme, suprématisme, etc., et plus des sites " conspirationnistes " - une autre façon de voir les choses et de polluer les esprits, mais ce sont des thèses qu'on retrouve dans un roman à succès comme *Anges et démons*, le best-seller de Dan Brown.

**Mais il y a des recoupements.**

Oui, en général dans les sites conspirationnistes on trouve par exemple toute une série de sites " chrétiens ", au sens américain du terme, qui peuvent flirter avec l'antisémitisme, l'antimaçonnisme, etc. Je me suis demandé si le profil actuel du net correspondait toujours aux résultats de mon enquête de 1996. Si on prend le terme " nazi " on trouve 11.000.000 d'occurrences, pour seulement 149.000 pour " anti-nazi ". La difficulté de ce genre d'enquête c'est qu'il n'y a pas, à ma connaissance, d'Observatoire de l'Internet de ce point de vue, il n'y a pas d'indicateurs sur l'apparition ou la disparition de certains groupes ou de sites. En regardant des sites du passé, on voit que beaucoup sont encore là, ce qui ne veut pas nécessairement dire qu'ils soient tenus à jour. Alors qu'en 1996, je les trouvais souvent bien faits techniquement, il semble qu'ils n'ont pas beaucoup évolué, qu'ils n'ont pas su tirer parti de toute la richesse d'Internet - tant mieux d'ailleurs. mais ce n'est pas le cas de tous. Si vous prenez Stormfront, créé par un ancien du Ku Klux Klan qui a fait de la prison, c'était un site web classique de nationalistes blancs. Aujourd'hui, vous le trouvez 413.000 fois cité sur Google et 1.030 liens vers ce site à partir de sympathisants ou non. Le jour où j'ai été sur leur forum, il y avait en ligne 130 membres et 728 invités. C'est une activité extraordinaire pour le net, qui montre qu'un outil qui est bien référencé draine toute une série de gens. Stormfront est une plate-forme de rendez-vous de tout ce qui est néo-nazi ou sympathisant. En-dehors de la partie forum où, comme partout, les gens discutent les uns avec les autres pour se conforter dans leurs convictions, il y a d'autres sections où on leur fournit des arguments et du matériel. mais tout n'évolue pas, leur site pour enfants est exactement le même qu'il y a 9 ans.

Beaucoup de ces sites font aussi du commerce, ce qui fait des rentrées et conforte l'appartenance à un groupe. On vend toute sorte de gadgets, jusqu'à des t-shirts pour bébés. Ces sites prennent aussi plaisir à multiplier les liens, ce qui rend d'ailleurs la circulation difficile mais permet de voir les connexions entre les différents groupes.

Ces sites jouent aussi très fort sur la réglementation, en rappelant les principes de liberté de communication de l'Internet, de liberté d'expression, de respect des lois américaines.

**Il y a une différence entre le libéralisme absolu des Etats-Unis et les mesures législatives prises en Europe par rapport à la propagande raciste ou négationniste. Est-ce que la réglementation européenne permet réellement de freiner ce genre d'activités ?**

A ma connaissance un belge qui mettrait un contenu contraire aux lois belges sur un site américain pourrait être poursuivi en Belgique. Par contre en France, il y avait un procédure en référé par rapport au site négationniste Aaargh et si j'ai bien compris le tribunal a estimé qu'avant de se tourner vers les fournisseurs d'accès à Internet, il fallait d'abord se tourner contre les auteurs et puis les hébergeurs. Ce n'est qu'après qu'on peut éventuellement s'en prendre aux fournisseurs. Il y a donc une cascade de responsabilités pénales qui suit un sens bien précis. Aaargh est toujours bien là, avec environ 270 documents en téléchargement. C'est d'ailleurs inquiétant, car certains de ces documents ont une présentation pseudo-scientifique, un propos qui semble neutre et pondéré dans la présentation et quelqu'un qui n'est pas averti ne voit pas ce qu'il y a là derrière. Cela me renforce dans l'idée qu'il faut apprendre aux gens à décoder l'information sur Internet comme ailleurs. Des bouquins, on y a moins facilement accès et dans les bibliothèques on les filtre, alors que là il n'y a pas de filtrage.

Il y a un autre aspect dangereux qui touche à la différence entre la présence de ces groupes-là sur le web et ceux, par exemple, de groupes sectaires. Si vous lisez le site d'une secte, vous ne tombez pas pour autant dans ses filets. Alors que ces groupes-là permettent à des individus tout à fait isolés de se retrouver. Je pense notamment aux skins. Si on est le seul skin de son village, on est certainement fort isolé, mais grâce au net on peut se retrouver dans des groupes, commander des disques, des badges, des drapeaux, aller à un concert de musique. Le côté propagande est particulièrement fort dans ces sites et ils le disent d'ailleurs eux-mêmes, en se présentant comme de la contre-information par rapport aux médias dits " contrôlés ".

J'ai l'impression que les forums sont moins utilisés que par le passé, mais ce peut être dû au fait que les gens utilisent de nouveaux outils comme les groupes de discussion et les blogs, ce qui est la chose la plus facile à créer et aussi la plus

V

atrayante. Au départ, le blog relevait d'une logique de carnet personnel, qui s'est étendu avec l'invention de beaucoup d'usages, même au sein des entreprises

A ce propos, on connaît les sites d'information alternatifs, le plus souvent lié à la mouvance altermondialiste. Or il en existe un, altermedia.org, qui se présente comme un réseau international de contre-information, un peu comme Indymédia, mais qui est en réalité un site home fasciste, néo-nazi, mais qui repique toutes sortes d'informations et d'articles à droite et à gauche.

Un autre trait de l'extrême droite, c'est sa propension à se rebaptiser. En France on trouve toute un ensemble de sites " identitaires ". C'est un nouveau nom puisqu'en France personne ne va se dire " nationaliste blanc ". Ceci dit, quand on lit ces blogs identitaires en français, ce n'est pas du même niveau que les sites américains style " White Aryan Resistance ", avec notamment des caricatures de juifs dignes des pires productions des nazis.

#### **A l'intérieur même du net, il y a-t-il beaucoup d'interventions ou d'actions, d'opérations de hackers par exemple, pour contrecarrer les sites d'extrême droite ?**

A ma connaissance non. On a l'impression que le travail se fait plutôt par l'analyse et la critique de ces sites, mais sans rien de systématique et de concerté. On parle de réseaux antiracistes ou antifascistes sur le net mais ce sont plutôt des liens. Il n'y a pas de mouvement d'ensemble pour lutter, que ce soit de manière légale ou en jouant aux hackers. Il y a toute une série de sites qui apparaissent et disparaissent dans le domaine de la lutte contre le racisme et le fascisme. Le Centre pour l'égalité des chances fait un travail mais il ne fait pas de l'observation sur ce qui se passe sur le net. Sur RésistanceS il y a des informations intéressantes mais les liens datent de 2002 et personne ne procède à une analyse méthodique, à partir d'indicateurs, comme le font certains sites anglo-saxons. Ou personne n'a les moyens de le faire, car il y faut des moyens.

Pour moi, il faudrait un Observatoire de l'internet. Il faudrait recenser les sites. En France il y a un annuaire de l'extrême droite, aux Pays-Bas aussi, en Belgique il n'y a rien. Techniquement ce n'est pas sorcier, mais il faut une méthode, du temps et des moyens humains. Il y a bien des observatoires sur les sites sectaires...

Il faudrait deux types de combat : la contre-information et utiliser tout ce qui est possible sur le plan légal. Pour la contre-information, il faut un travail professionnel et dont les résultats soient publics. Une base de ressources de ce genre pourrait être d'un grand apport pour les associations, pour des parlementaires ou pour des enseignants.

La question des jeunes a encore un autre aspect. Les étudiants n'ont pas la notion de plagiat. Pour eux, tout ce qui est sur le web, ça se prend, ils font un copier-coller de plusieurs sources sans même se donner la peine de le réécrire. Ils puisent sans mettre de guillemets. Un jeune qui fait une recherche sur les nazis sur le web peut prendre la première chose qui se présente, sans se poser de questions. On devrait pouvoir leur apprendre à décrypter, par exemple dans les écoles. A l'école on met un place un système de filtrage sur les ordinateurs,



*Salamone Salvatore*

ce qui soulève d'ailleurs des problèmes techniques. Est-ce que c'est la bonne réponse ou est-ce qu'il faut laisser les jeunes aller sur ce genre de sites, mais en analysant le contenu, les stratégies mises en place, pour leur montrer qu'il y a là un discours de haine, des stratégies dangereuses qui polluent l'internet. Je serais pour faire l'exercice avec les jeunes mais ce n'est pas simple, il faut avoir les outils, la contre-information nécessaire pour le faire, pas seulement se référer à la loi.

#### **Mis à part l'extrême droite, il y a d'autres points qui vous semblent importants ?**

Je m'intéresse aux sites politiques plus classiques et je trouve qu'il y a une sous-utilisation. Je ne sais pas si c'est une question de générations, mais il y a un manque de présence des politiques institués sur le web qui est assez étonnant. Chez nous, la mise en place de lettres d'information ou de blogs est extrêmement rare. Le premier à le faire a été Bert Anciaux, puis il y a eu Jean-Louis Close, l'ancien bourgmestre de Namur et c'est à peu près tout. Il n'y a pas de culture du web chez les politiques, c'est considéré comme quelque chose qui vient après tout le reste et qu'on confie aux assistants parlementaires. Il faut y être et c'est tout. Les partis ont des vitrines sur le web, mais ils n'ont pas de véritable outil qui permet de réagir rapidement, d'informer les militants, etc. . Et donc on surinvestit dans le papier et les affiches sans tenir compte des expériences de l'étranger.

**Propos recueillis  
par Jean Vogel**

# RésistanceS

## un site branché contre l'extrême droite

RésistanceS est un site impressionnant de dynamisme et de précision qui multiplie les enquêtes retentissantes. Sur la une en avril, on pouvait ainsi découvrir une enquête d'Alexandre Vick sur l'organisation d'un meeting organisé par Blood and Honour (organisation internationale néonazie) pour soutenir Ernest Zündel (l'un des " leaders internationaux " des négationnistes, il est actuellement emprisonné en Allemagne, pour incitation à la " haine raciale " ). Simon Harys consacrait lui un article aux liens entre Nation (mouvement d'extrême droite francophone) et le néonazisme belge tandis que Manuel Abramowicz proposait une chronologie des dissidences du FN de Daniel Féret. Au menu aussi, des dossiers et des pages d'actualités (Rwanda 1994-2005, un génocide toujours au cœur de l'actualité ; Islam : le Vlaams Belang ne parle plus d'une même voix ; "La liste des communistes, néo-nazis et sympathisants" de Jean Solé ; Antisémitisme, le naturel du Blok/Belang revient au galop,...)

**Jean-Luc Manise**

### Les objectifs du site ?

"Mettre à jour la véritable nature des partis d'extrême droite, leurs filiations idéologiques, leurs procédés et leurs magouilles financières. Mieux comprendre l'attrait exercé par l'extrême droite sur certains électeurs et développer des arguments pour les en préserver, montrer que les recettes proposées par l'extrême droite ne constituent pas une alternative pour résoudre la crise, dénoncer les dérives dans les partis traditionnels et dans la société civile et fournir un réseau d'information au service des antifascistes."

### Résistance bénévole

Manuel Abramowicz est le coordinateur de cette revue en ligne. Il est l'auteur de différents travaux et livres sur l'extrême droite dont "Extrême droite et antisémitisme en Belgique - de 1945 à nos jours, EVO 1993) et les "Rats Noirs" (Luc Pire 1996) : "Résistances est une réalisation de militants qui a tout d'abord existé en tant que magazine. Nous avons cessé sa production faute de temps et afin d'avoir une plus grande diffusion. Notre distribution "papier" s'effectuait par abonnement et dans des librairies militantes. Du coup, l'accès à la revue n'était pas très facile si par exemple on vivait éloigné des grandes villes. C'est pourquoi on a opté pour une " formule Internet ", mais conçue de la même manière qu'un " journal papier ". On y trouve un coordinateur, une secrétaire de rédaction, un webmaster et un comité de rédaction.

Une fois par mois, ce comité se réunit pour fixer le contenu rédactionnel : les enquêtes, les articles... Le reste se fait de manière électronique et est mis en ligne par un autre de nos militants. Nous essayons d'être à jour. On procède au moins à une réactualisation du site par semaine, ce qui est une très bonne moyenne. Nous réalisons nos propres articles, et nous procédons aussi à des échanges, par exemple pour reproduire certains articles publiés dans l'hebdomadaire *Le Journal du Mardi*, qui n'a pas de site. L'équipe permanente de rédaction de RésistanceS comprend 6 personnes plus 4 à 5 collaboratrices et collaborateurs occasionnels, complétés d'un important réseau de sympathisants et d'" informateurs ". Notre ligne rédactionnelle est très claire : notre sujet est sur et contre l'extrême droite. Nous voulons montrer son vrai visage par la réalisation d'importantes enquêtes d'investigation ou par le rappel de faits d'actualité déjà publiés ailleurs." Ainsi, aujourd'hui, RésistanceS est la meilleure " banque de données " sur l'extrême droite, de hier comme d'aujourd'hui.

### Investigation

La lettre électronique de RésistanceS, intitulée " RésistanceS-Info-Net " (RIN), comprend un millier d'abonnés. Manuel Abramowicz : "On ne fait aucune promotion. Il faut venir sur le site pour s'abonner. La promotion se fait de manière indirecte, notamment grâce à la reprise régulière dans les médias de certains de nos articles ou par leur écho dans la presse. Par le sérieux de nos enquêtes d'investigation contre l'extrême droite, le racisme et les sectes, RésistanceS est devenu une référence pour la presse belge et internationale. Régulièrement, des membres de notre rédaction interviennent dans les médias.

Ainsi dernièrement, notre équipe a été au cœur du reportage Reporter de RTL-TVI (Belgique, crève !) sur la montée de l'extrême droite en Belgique et sur les antifascistes néerlandophones et francophones. Après chaque passage sur antennes, on constate une augmentation de la fréquentation de notre website. Certaines organisations nous citent et établissent des liens en direction de notre site : cela se construit petit à petit. Pourquoi avoir choisi la formule d'un site ? "Si j'avais eu une formation et les moyens d'un cinéaste, j'aurais fait des films contre l'extrême droite. Si j'avais pu réaliser un magazine TV, je l'aurais fait. Mais je me suis lancé dans l'écriture, moyen d'expression plus souple, plus passe-partout et économiquement plus démocratique. Internet n'est vraiment là que comme outil. Un outil que nous voulons exploiter au maximum. Auparavant, pour récolter des informations sur l'extrême droite, il fallait s'abonner à ses revues confidentielles, faire de petits voyages à Paris dans des librairies néonazies où leurs informations étaient diffusées. Aujourd'hui, grâce au Net, on a pratiquement accès à toutes leurs sources publiques. Pour les autres, nous nous débrouillons autrement... Notre combat et nos victoires contre l'extrême droite, ont fait de ResistanceS son principal adversaire. Je suis personnellement la " cible " de mouvements néofascistes, qui n'hésitent pas à me dénoncer comme étant un " chef d'orchestre Judéo-Bolchévique " Quelle honneur ! Et quelle belle preuve que l'antisémitisme reste toujours à l'extrême droite ! Nous lui posons problème car nous publions sur notre site des informations sensibles. Nous faisons de l'investigation." Et de la surveillance : on se rappellera d'un courrier électronique envoyé par Daniel Féret, Président à vie du Front National, à ses sympathisants en décembre 2003. En omettant de placer la liste des destinataires en "copie conforme invisible", il avait envoyé en clair une liste de 524 (supposés) sympathisants électroniques dont faisaient partie le Movimento Fascismo e Liberta (groupuscule italien luttant pour la réhabilitation de Benito Mussolini) et David Irving (condamné à Londres pour négationisme) et Oswald Mosley (fondateur de l'ancien parti nazi britannique). L'envoi n'avait pas échappé à ResistanceS qui avait alors parlé de "cadeau de Noël" de la part d'un parti se plaignant continuellement d'être l'objet d'enquêtes de la part des services de renseignements de la police fédérale ou de la Sûreté de l'Etat."

# LE FUTUR DU MOUVEMENT SE TROUVE DANS LA CONSTRUCTION DE PETITS RÉSEAUX

## Quel est le projet global d'Indymédia ?

L'idée première était la création d'un site d'information alternatif, proposée en 1999 lors du contre-sommet à Seattle. C'est un collectif australien qui a créé un site qui fonctionnait sous forme d'AutoPublishing et on a alors lancé l'idée de multiplier les antennes locales. Cela a explosé en 2000, en Europe et aux Etats-Unis principalement, et en 2004 c'est devenu un gros machin, avec 150 centres locaux répartis à travers le monde. Au départ, c'était un axe Europe-Australie-Amérique du Nord mais il s'est élargi.

Nous, à Liège, on a créé notre antenne locale en 2003 pour deux raisons. D'abord, essayer de créer une info locale et puis à la suite de problèmes internes au collectif Indymédia.be. Celui-ci avait été créé en 2000 mais vers 2003 il s'est retrouvé sous l'hégémonie de gens proches du PTB, ce qui a fait partir pas mal de monde de ce collectif et a suscité la création de plusieurs Indymédia locaux, d'abord à Courtrai, puis à Liège et enfin à Gand.

## Est-ce qu'il y a une charte commune à tous les Indymédia dans le monde ?

Il y a une charte qui formule 12 principes d'unité et une autre sur les procédures. Je n'ai pas tout en tête. Il y a des points formels, qui imposent des critères : open publishing, existence de mailings publics, un site Indymédia ne peut pas être sous le contrôle d'un seul groupe affinitaire, il en faut plusieurs, censés représenter la diversité du mouvement contestataire local.

## Quant à la décision, par exemple, de ne pas publier certains textes, les critères sont les mêmes partout ?

Oui, il y a des bases communes : rejet du fascisme, du racisme, de l'homophobie et de la délation. Suivant les points sensibles localement, on rajoute ou non la religion ou la pornographie. Il y a donc une ligne globale mais chaque groupe garde une autonomie en fonction de ses coutumes. Un autre critère de participation est d'entretenir une communication minimum avec le réseau global, à travers des mailing-lists systématiques gérés au niveau local et qui sont rediffusés sur le réseau global. Et on demande qu'au moins une personne du réseau local participe systématiquement à la vie du réseau global.

## Quel bilan peut-on faire de l'utilisation de ces réseaux comme moyens d'organisation ou de résistance ?

Après deux ans d'expérience, j'ai envie de dire qu'au niveau international, ces mailing lists, ces chats, ces réseaux coopératifs sont vraiment des outils qui permettent de créer de forts liens avec des groupes étrangers qu'on finit par rencontrer à tel ou tel meeting ou manifestation. Mais au niveau plus local, je trouve qu'il est vraiment important de rencontrer les gens plus réellement. Il y a des gens qui publient sur Indymédia en voulant par exemple créer une campagne de mobilisation uniquement à travers des e-mails, des articles, etc. et on se rend compte que ça ne fonctionne pas. Les moyens traditionnels au niveau local, comme échanger des textes et parler avec les gens dans la rue, restent indispensables. Donc, en gros, Indymédia est utile pour répercuter des informations sur ce qui s'est passé mais n'est pas un outil de mobilisation sur des actions à venir. Je ne sais pas si c'est dû au fait qu'ici les gens sont moins connectés que dans d'autres pays ou si de toute façon il est super-important d'avoir des relations réelles avec les gens pour créer des réseaux.



### **Et les groupes de discussion ? On dit souvent qu'ils n'associent qu'un petit nombre de gens en circuit fermé.**

Les listes de discussion sont moins des listes de débat que de travail. Il y a une petite dizaine de personnes, c'est le noyau dur du site à Liège. Quant aux débats, il y en a de petits qui prolongent les articles, mais cela reste réservé aux initiés. Beaucoup de gens qui lisent Indymedia ne savent pas comment faire pour publier un commentaire ou ajouter un événement à l'agenda. Soit ils ne comprennent pas l'outil, soit la mentalité Indymedia n'est pas encore vraiment intégrée : on nous demande parfois d'envoyer quelqu'un pour couvrir une manifestation, comme si nous étions un journal ! Au début on l'a fait, mais on s'est rendu compte que cela rendait un mauvais service et quand on reçoit ce genre d'appel on explique qu'Indymedia est un outil qui doit fonctionner en autogestion. C'est ce qui commence à se produire.

Une autre problématique, c'est le fait qu'Indymedia ne devient pas seulement populaire parmi les réseaux de contestation mais aussi pour la police. C'est une question qui commence à circuler. Les flics utilisent notre outil pour repérer des têtes ou savoir ce qui se passe. C'est une situation à double tranchant mais assez insoluble, si l'on veut préserver la volonté d'ouverture et d'antiséctarisme qui fait que toutes les mailing lists sont ouvertes.

On ne sait donc pas trop vers quoi le réseau va évoluer. A mon avis, la forme actuelle d'Indymedia arrive à une limite et qui est ressentie par les plus anciens. En Belgique, il y a encore un petit essor car on y a toujours un ou deux ans de retard mais au niveau global l'impact tend à diminuer.

### **Ce sont les gens qui se détachent ?**

Oui, ou ils s'investissent dans autre chose. Aux Etats-Unis il y a une tendance à une certaine sophistication, on met plus l'accent sur l'information, la réalisation des dossiers que sur l'aspect proprement militant.

### **Qu'est-ce qui permettrait de dépasser les limites actuelles ?**

L'essoufflement actuel n'est pas propre à Indymedia seule. Il est lié au mouvement en général. Disons qu'on a parcouru un cycle et qu'il y a des choses à changer.

Le positif au cours des 4-5 ans passés, c'est l'existence de vrais réseaux internationaux affinitaires, pas des gros machins style Forum social, mais de petits réseaux affinitaires comme No border, EuroMayDay etc. Mais au niveau du mouvement de masse c'est différent. Je n'ai pas été au dernier Forum social à Londres car j'avais été dégoûté par celui de Paris. J'ai l'impression que le mouvement va se poursuivre " en haut " selon une logique d'institutionnalisation, comme cela s'est souvent produit au cours des derniers siècles, et le " mouvement d'en bas " va s'éclater dans de nombreux réseaux affinitaires. Par exemple, EuroMayDay est une idée lancée au départ de Milan en 2001 par un collectif Chainworkers, les travailleurs de chaîne des grands magasins. Ils travaillent sur les nouvelles formes de travail précaire, les boulots atypiques, la production immatérielle, dans les grandes chaînes de la distribution. En 2001 ils ont organisé une street party à Milan où ils étaient 5000 personnes et en 2004 il y avait 100.000 personnes. Cette année 22 villes participeront à cette initiative suite à un appel à tous les collectifs en Europe qui travaillent sur la problématique de la précarité. A côté de cela, il y a aussi le réseau No border qui travaille sur la problématique des migrants et des sans-papiers, en cherchant à organiser des camps dans des villes frontalières et à y développer des actions en faveur des migrants.

Je pense que le futur du mouvement se trouve dans la construction de petits réseaux de ce genre, sur des thématiques claires, et pas dans des machins généralistes comme le Forum social, même si c'est bien qu'il existe, qui sert plus à l'information qu'à l'action.

### **Tu participes aussi ici à Liège à Blabla express. Qu'est-ce que c'est ?**

Blabla express s'est créé il y a un peu plus de deux ans, dans la dynamique de la création d'Indymedia. On s'est rendu compte qu'il y avait un certain nombre de petits groupes qui travaillaient à Liège, mais avec un certain retard. C'est pourquoi on a créé une asbl qui se veut un support numérique pour les collectifs et les autres associations qui n'ont pas les capacités techniques ou les moyens financiers de produire des machins numériques sur les sites Internet, en cd roms, etc. Ce n'est pas un collectif en soi mais un outil d'assistance logistique pour les autres. Pour l'instant, Blabla express travaille essentiellement avec EuroMayDay, avec Indymedia et avec un groupement auto-organisé de sans-papiers qui vient de se créer. C'est une interface un peu improbable entre des groupuscules No Global un peu désobéissants et l'éducation permanente. Nous avons participé à ce petit mouvement d'associations qui a démarré il y a un

peu plus d'un an, les émergents, suite à la proposition de Rudy Demotte. Nous caressons un peu l'espoir d'entrer dans cette grande famille qu'est l'éducation permanente. Je ne dis pas que nous en sommes revenus, mais cela prend énormément de temps et d'énergie à compiler des dossiers pour finalement pas grand chose, même si on a reçu un petit peu de sous et de matériel cette année. C'est donc une interface improbable mais il est en même temps intéressant de voir jusqu'où on peut se lancer dans l'eau, car j'imagine qu'à un certain moment ça va coïncider quand ils se rendront compte que nous sommes des " subversifs " qui pourraient éventuellement avoir des problèmes avec la Justice... Pour le moment il n'y a pas trop de problèmes, mais c'est une position un peu rigolote.

Le travail d'assistance logistique aux autres est d'ailleurs à double face. Les machines c'est bien, mais c'est la dictature aussi. C'est un outil d'émancipation à un certain niveau, mais à un autre on peut tomber dans une aliénation, une dépendance vis-à-vis des machines. C'est un débat un peu bateau, mais après plusieurs années de fonctionnement, avec le recul, c'est très clair. On peut offrir des services mais il faut vraiment essayer que les gens se les approprient, sinon on devient des mandailles, on fait de la gestion sans pouvoir travailler le fond. A Blabla Express, on propose de l'autoformation, c'est la personne qui s'assied devant l'ordinateur qui doit apprendre à maîtriser l'outil. C'est plus lent mais plus constructif.

Il n'y a pas de remise en question de l'outil informatique mais une volonté de privilégier l'autoformation.

**Propos recueillis  
par Jean Vogel**

# Pour le respect mutuel

C'est au lendemain des événements du 11 septembre et dans la foulée des tensions issues de la situation au Proche-Orient que le gouvernement fédéral a chargé le Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme de développer le site agenda-respect, dans le cadre de la campagne intitulée " Pour le Respect Mutuel ".

Nous sommes le 5 avril 2002. Suite aux attaques contre les synagogues d'Anderlecht et d'Anvers, contre la mosquée de Turnhout et l'église d'Anderlecht, le gouvernement fédéral a pris l'initiative de rassembler les représentants des différentes communautés, les partenaires sociaux ainsi que les représentants de la société civile afin de publier un appel commun au dialogue et à la pacification. 5 mois plus tard, le Centre fait un bilan au cours d'une conférence de presse et pointe Internet du doigt : "Comparativement à certains autres pays européens, il n'y a eu que peu d'attaques claires et d'envergure ciblant en particulier la communauté musulmane suite à l'attentat du WTC. Si ce n'est une action violente contre une mosquée à Turnhout commise par deux personnes qui avouèrent que les attentats du 11 septembre furent leur source d'inspiration. Mais depuis le 11 septembre 2001, des personnes affichent, de plus en plus ouvertement, leur aversion vis-à-vis de l'Islam ou de caractéristiques extérieures de cette religion. Le succès de librairie du dernier ouvrage d'Oriana Fallaci est à cet effet symptomatique. Cette aversion se manifeste surtout sur les lieux de travail, dans les établissements d'enseignement, en rue ou lors de la recherche d'un logement."

"Il y a d'avantage d'agressions verbales qu'auparavant. Ce qui précédemment était peut-être surtout pensé, est désormais explicitement exprimé. Des jeunes filles portant le foulard, par exemple, ont été dévisagées, insultées, voire même menacées. Des tracts émanant de groupuscules divers faisant le parallèle entre Islam et terrorisme ont été diffusés dans divers lieux ouverts au public tels que gares, bibliothèques ou cafétérias d'universités. A contrario, certains groupes musulmans expriment plus ouvertement leur rejet d'une partie des valeurs de la société démocratique occidentale."



Delia Nathalie

## Internet pointé du doigt

"Le médium par excellence par lequel précisément les barrières sont tombées est Internet. Une augmentation des plaintes pour racisme qui ont à voir avec la violence verbale, la haine et l'agression sur des forums de discussion et durant des sessions de chat est incontestable. Deux exemples en guise d'illustration. Tout d'abord une invitation à venir en Belgique, rédigée dans un français extrêmement caricatural, adressée à Ben Laden en vue de profiter de sa générosité et de son bien-être, a circulé via Internet. Des messages injurieux ensuite. injures ensuite : " De boom in met dat bruin krapuul ! ", " Geef dit tuig geen kans ! " et " Kill all moslms ! " (" Que cette crapule basanée se fasse foutre ! ", " Ne donnons aucune chance à cette racaille ! " et " Tuons tous les musulmans ") : ces trois citations étaient proférées sur le forum Internet du programme populaire " Big Brother ". Parmi les actions entreprises face à cette situation, un nouveau site verra le jour. Son rôle : "Offrir au grand public en général et en particulier aux partenaires associatifs, publics et du monde du travail un support d'information et de promotion des actions qui confortent le respect mutuel."

Eliane Deproost, Directrice adjointe : "Ce site offre au visiteur l'occasion de s'informer et de participer aux animations, événements, formations ou toute autre activité réalisée dans le désir de rassembler, réunir, dialoguer et échanger entre citoyens, professionnels, jeunes, habitants d'un quartier, militants. Régulièrement mis à jour, un agenda des activités réalisées en Belgique est disponible on line. Il est accompagné d'une présentation des associations et partenaires publics qui ont comme vocation de lutter contre les discriminations et d'œuvrer pour un dialogue citoyen. Le site agenda-respect.be est aussi l'occasion de s'accorder sur les mots, les bons et les mauvais ; de ceux qui foisonnent actuellement : islamophobie, anti-sémitisme, racisme, ... Ces mots, le sens qu'on leur donne, et les conflits qu'ils suggèrent sont autant de portes d'entrée du site agenda-respect.be, qui offre des définitions, mais aussi des outils pédagogiques d'animations, des textes de réflexion."

### Eclatement

Agenda.be s'inscrit au côté d'autres sites mis en ligne par le Centre. Le site antiracisme.be tout d'abord, aujourd'hui rebaptisé diversite.be. Le site dialogue interculturel.be ensuite, qui se propose d'aborder de manière interactive les questions et les enjeux tournant autour de la thématique "bien vivre ensemble". On trouve aussi le site luttrepauvreté.be, un des outils dont se sont dotés les Régions, les Communautés et l'Etat fédéral pour lutter ensemble contre la pauvreté, la précarité et l'exclusion sociale ou encore newintown.be, un site relatif à la situation des primo-arrivants en Belgique. Ce dernier s'adresse aux personnes qui soutiennent leur intégration et qui les accompagnent dans leur parcours d'insertion (travailleurs sociaux, bénévoles, ...) ainsi qu'aux primo-arrivants. Quel bilan peut-on en tirer de cette "stratégie Internet" ? Yvan Dechamps, responsable du contenu du site agenda-respect.be : "Chaque site a son histoire propre, son public cible et son style. Ils sont pour la plupart d'entre eux les résultats d'actions, de campagnes bien déterminées. Nous pensons que cet éclatement peut poser problème. Cela rend la communication et la gestion en interne plus difficiles. Nous sommes d'ailleurs en train de repenser toute la stratégie de communication du Centre. Il est possible qu'il y ait des intégrations ou en tout cas une rationalisation afin de donner plus d'impact à ce très important moyen de communication qu'est Internet."

### Savoir de quoi on parle

Le cœur du site, à côté d'outils pédagogiques et d'un lexique destiné à fournir quelques repères et quelques sources documentaires autour de mots clés relatifs au racisme est un agenda interactif.

Ivan Deschamps : "Racisme, antisémitisme, étranger, belge d'origine étrangère : on emploie parfois ces mots à tort et à travers. C'est pourquoi nous proposons ce dictionnaire afin d'éviter que l'usage incorrect de certains termes n'ajoute pas la violence des mots aux maux de la violence. Nous proposons aussi un formulaire permettant d'apporter un témoignage ou de déposer une plainte. Nous sommes habilités, au même titre que les syndicats et divers associations telles que la Ligue des droits de l'homme ou le MRAX à recevoir et à traiter des plaintes individuelles pour infraction aux lois contre le racisme et contre le négationnisme. On peut ainsi passer par notre site pour remplir un formulaire qui sera transmis à notre service juridique et traité. Mais comme son nom l'indique, le rôle premier d'agenda-respect.be est de proposer un agenda des activités et un répertoire consacré aux associations qui oeuvrent à la cohésion sociale et travaillent sur les questions du respect mutuel et du bien vivre ensemble." Comment ces activités sont-elles sélectionnées ? Ivan Deschamps : "Les fiches d'activités parviennent au Centre via le site et nous choisissons ou non de les valider. Il faut d'abord qu'il y ait un lien évident avec les thématiques défendues par le site. Il faut aussi que cela concerne des activités organisées en Belgique qui, en aucune manière, ne visent à importer et à amplifier des conflits existants entre communautés. Nous écartons également les événements organisés à des fins (pré)électorales. Dernier critère : le manque d'information sur l'institution. Si les informations fournies sont trop lapidaires, on ne valide pas. Mais, et c'est ce que nous voudrions changer, on ne va pas chercher l'information. Il s'agit pour l'instant d'une démarche qui n'est pas pro-active."

### La communication Internet de plus en plus importante

Quel bilan après 3 ans d'existence ? "Une réflexion globale tout d'abord : il est nécessaire, et il est temps, que nous nous donnions les moyens de nos ambitions. Il faut aussi éviter de travailler dans l'éclatement. La communication Internet devient de plus en plus importante pour une institution dont les outils et les productions doivent être reconnaissables. Quant aux résultats, ils sont très difficiles à mesurer. Nous disposons d'un compteur d'audience et nous avons les réactions des organisations qui souhaitent figurer dans notre agenda. Pour le reste, il est très difficile d'évaluer le résultat d'une campagne ou d'un outil anti-raciste."

# LE CHOIX D'UN OUTIL EST UN CHOIX POLITIQUE, UN CHOIX D'INDÉPENDANCE, DE LIBERTÉ

**L'utilisation militante de l'informatique en général et d'internet en particulier pose la question des choix alternatifs au niveau de la technologie. Quelle est votre pratique à ce niveau ?**

Bawet (Barricade Alternative Web Engineering Team) est une association créée par Barricades, qui est un centre culturel en résistance. Il se base sur plusieurs points : le genre (problématique hommes et femmes), une librairie alternative, avec un rayon " femmes " qui est reconnu comme le meilleur de Belgique, un groupe " aliment-action " (comment se nourrir ? qu'est-ce qu'on mange), où on peut notamment commander des produits biologiques directement du producteur au consommateur, en cassant la chaîne de la distribution, la culture avec des concerts de groupes qui ne sont pas sous licence de la Sabam, un groupe vocal, Basta !, etc. On travaille avec beaucoup d'associations à Liège. Bawet est le groupe informatique de Barricades.

**Comment est né ce projet ?**

Vers 2000-2001, on a voulu faire un nouveau site pour Barricades. Puis est venue une réflexion sur l'utilisation d'internet, il y avait aussi beaucoup de demandes dans le quartier à ce sujet ou pour produire des cd. On a pris conscience de la fracture numérique au sein de la population. D'où la décision de créer ici un cyber-centre, construit par le groupe même avec nos propres ordinateurs, sans subsides, rien que du bénévolat. Ensuite, on s'est rendu compte du manque de connaissances élémentaires des gens et on a lancé des petites formations. Or, à cette époque, madame la ministre Arena lançait un projet. On s'est présenté, ainsi qu'au Fonds social européen et on a été reconnu, en pouvant acheter ainsi du nouveau matériel, etc.

Il y a avait des formations obligées " Initiation au PC ", " Initiation à internet " et " Bureautique " mais les formations bénévoles ont continué, notamment sur les logiciels libres.

La réflexion sur la fracture numérique s'est approfondie : les gens apprenaient très vite à se servir d'un ordinateur, mais après ils n'avaient pas les moyens, et il fallait acheter du matériel. D'où l'intérêt des logiciels libres, comme Linux et nous avons décidé de ne plus utiliser que ceux-ci tant dans la maison que dans nos formations. C'est ce que nous faisons depuis deux ans.

A côté de ça, nous réfléchissons sur la politique suivie par l'Etat et les communes. Nous faisons du lobbying pour les pousser à réfléchir sur les avantages du logiciel libre, notamment pour combattre la fracture numérique. C'est bien de donner accès gratuit, mais dans les faits beaucoup de gens n'y accèdent pas. Nous récupérons aussi du vieux matériel, soi-disant obsolète mais en fait tout à fait en état. Les toutes vieilles machines, une fois équipées de logiciels libres, partent au Maroc ou en Afrique et les autres, nous les donnons à des personnes qui n'ont pas les moyens de les acheter.

**Quand on dit que les logiciels libres permettent de contrebalancer la fracture numérique, c'est seulement en terme de coûts ou y a-t-il d'autres dimensions ?**

Pour les personnes qui n'ont pas d'argent, c'est surtout le coût. Ils n'ont pas accès à tous ces programmes qu'on leur propose moyennant une licence et qu'il faut donc acheter. On essaye aussi de leur montrer que le système des logiciels libres n'est pas seulement affaire de coût mais aussi de partage de connaissances et d'informations. C'est pas seulement " c'est tout pour moi ", mais ce que j'ai appris, je l'apprend aussi aux autres. On reste dans la légalité mais on peut disposer d'un matériel up to date. Avec cette philosophie, les " anciens " aident les nouveaux, partagent leur formation. Un ordinateur cela se partage, pas besoin que tout le monde ait tout pour lui seul dans son coin. C'est une philosophie qui peut d'ailleurs s'appliquer dans d'autres domaines de la vie quotidienne.

L'administration, elle utilise les sous des citoyens et s'ils utilisaient des logiciels libres, ils n'auraient pas à les dépenser pour des licences, etc., mais pour autre chose. A Sao-Paulo, où il y a le plus grand taux de chômage du Brésil, l'administration est passée aux logiciels libres, ce qui a fait gagner énormément d'argent et ils ont créé des petits cybercentres locaux. Cela a créé de l'emploi et tous les chômeurs y ont droit à une heure d'accès gratuit.

Tant qu'on se soumet au monopole des grandes multinationales, on n'est pas libre de nos mouvements, on est pris dans une spirale où il faut sans cesse acquérir le nouveau logiciel, etc., etc.



Rengoni Anne



Delia Nathalie

### **Désormais, on se dirige aussi vers le monopole des moteurs de recherche, avec Google...**

C'est aussi un gros problème mais malheureusement pour l'instant on doit passer par là. Ce qu'on montre avec Linux, c'est qu'on peut limiter l'accès mais on n'est pas protégé à 100 %. Il y a une réflexion, qui en Belgique est relayée par des parlementaires ECOLO. La plupart des gens ne sont pas conscients du fait que le contenu de leur ordinateur est sous contrôle. C'est tout le problème avec l'électronique, songez à la nouvelle carte d'identité électronique, comment savoir ce qu'il y a dessus. Il faut être prudent.

### **Apportez-vous une assistance par rapport à des projets collectifs ?**

Oui, par exemple le soutien à une asbl qui décide de passer en logiciels libres et en système libre. C'est comme un cahier de charges avec tout un programme selon la demande spécifique. On leur demande en échange qu'il y ait chez eux quelqu'un qui suive une formation pour devenir administrateur-machines. Le but est qu'ils deviennent indépendants et qu'ils puissent à leur tour assurer la formation d'autres associations. Les gens doivent faire un chemin, prendre conscience qu'il y aura un changement par rapport à leur ancien système propriétaire et que cela nécessite un certain effort. La différence c'est qu'en cas de pépin, avec les logiciels propriétaires il n'y a rien à faire, avec les logiciels libres, on peut toujours voir ce qui se passe. Ce sont bien sûr surtout les associations alternatives qui réfléchissent à ces questions.

Le choix d'un outil n'est pas simplement question de facilité ou de coût, c'est un choix politique, un choix d'indépendance, de liberté. J'ajoute que selon moi les logiciels libres sont mieux faits, la qualité est excellente, les développeurs bénévoles travaillent constamment.

Il existe aussi désormais un serveur public alternatif, qui s'appelle " Domaine public ", qui n'appartient à personne. Chaque association qui loue un espace devient co-propriétaire, comme dans une coopérative, et peut participer aux décisions. Ce n'est pas vertical mais transversal. On demande à tous d'aider à affiner le serveur. Il y a des AG pour discuter des choix.

Politiquement, nous sommes pluralistes. On veut bien travailler avec tout le monde sauf l'extrême droite. On nous dit de gauche mais rien n'empêche de travailler avec le Cdh ou les libéraux si c'est pour la cause. Les logiciels libres n'ont pas de couleur politique.

XIII

**Propos recueillis  
par Jean Vogel**

Entretien avec Laurence Rassel

# le fait que des programmeurs en logiciels libres rencontrent des féministes ne se voit pas tous les jours

*Laurence Rassel est une Cyberféministe, membre de l'asbl Constant, une organisation basée à Bruxelles qui vise à réunir recherche artistique et réflexion théorique sur l'usage d'Internet et de la communication digitale.*

*En coopération avec Interface 3, un centre de formation professionnelle pour femmes, et avec le programme du réseau ADA "femmes et technologies", Laurence est une animatrice de Digitales, qui regroupe depuis 2001 des femmes d'origines très diverses en relation avec les nouvelles technologies.*

## Peut-être pouvez-vous commencer par décrire l'activité de votre association ?

" Digitales " est à la jonction entre différents secteurs, le culturel, la formation et l'insertion professionnelles et les études féministes. Elle a été créée en 2001 lorsque Interface 3 a commencé à faire partie d'un réseau qui s'appelle ADA consacré à la promotion des femmes dans les nouvelles technologies et des technologies auprès des femmes. En même temps, je travaille à CONSTANT qui est très impliqué dans la problématique femmes et technologies, mais uniquement dans le secteur culturel. En 2000, suite à une série de demandes, on a organisé des ateliers pour des artistes sur les nouvelles technologies d'un point de vue féministe, c'est-à-dire en se demandant quel type d'images les femmes se font des outils techniques, par exemple d'Internet.

Je dois dire que je n'ai pas une vue apocalyptique d'Internet. A cet égard, ce n'est pas pire qu'ailleurs ! C'est pas pire que la rue, que les radios, que la société en général. On pense parfois qu'un musée est un espace blanc, hors économie, alors qu'Internet, avec le commerce, la pornographie, etc., est beaucoup plus sale. mais ce n'est pas vrai. La rue, les musées sont tout autant envahis par la publicité qu'Internet. L'intérêt des nouvelles technologies d'Internet c'est qu'on peut produire soi-même ce qu'on veut, on peut contrebalancer, réserve faite des brevets, des surveillances, etc. Pour le moment, il y a une certaine liberté de publier des contenus, de produire de l'information.

Notre point de vue de base est donc : les nouvelles technologies sont là, il se passe des choses, que va-t-on en faire ? On s'est aussi axé sur les logiciels libres, en nous disant " si l'on est responsable, en tant qu'artiste, de ce qu'on produit, on est aussi responsable des outils qu'on utilise. " Pourquoi est-ce que cela s'arrêterait ? Souvent, certains artistes ont des contenus politiques, mais au niveau de la production, des outils, les artistes pensent que ce n'est pas leur problème. Mais l'initiative de CONSTANT concernait un public d'universitaires et d'artistes et, par rapport aux nouvelles technologies je trouvais cela un peu court. C'est pourquoi, en collaboration avec INTERFACE 3, j'ai cherché à développer une action au carrefour de la culture, des études féministes et de l'insertion professionnelle. Les nouvelles technologies et les femmes, étaient déjà l'objet du réseau ADA, mais pour quoi faire ? INTERFACE 3 fait de la formation et ADA fait plutôt de la recherche sur ces thèmes. Digitales est le fruit de cette rencontre.

Beaucoup de gens utilisent l'ordinateur, mais ne savent pas ce qu'il y a dans leur machine. Alors on a rassemblé des femmes et des hommes - c'est un événement féministe, mais pas fermé - pour que tout le monde parle de comment il travaille avec les nouvelles technologies, quelle que soit son statut ou son activité. Digitales est née de cette volonté de questionner tout, toutes les dimensions de l'utilisation. Ce sont aussi des questions sociales au cœur de la problématique du genre. On sait que quand une profession se féminise, le statut et les salaires déclinent Alors qu'en serait-il avec l'accès des femmes aux nouvelles technologies ? Il est important de montrer aux femmes que ces machines permettent non seulement de répondre aux demandes directes d'un employeur, mais aussi de produire du contenu, de créer quelque chose de propre. De la même manière, les systèmes d'exploitation - quel joli terme ! - on peut les choisir, on n'est pas obligé de les subir et en ce qui concerne les logiciels libres, on peut les transformer. Pour le moment, il y a ici des femmes qui sont en train de créer leur propre life CD, et donc leur propre environnement de travail.

**En faisant cela vous contrez une tendance historique lourde : la passivité des femmes par rapport aux systèmes techniques préétablis**

Mais cette passivité n'est pas naturelle...

### **Non, non, elle est instituée bien entendu...**

C'est un système imposé. Nous, nous affirmons qu'il y a moyen de prendre les outils en main et de se les approprier. De créer son propre travail, ses propres conditions, de se les approprier. Cela semble un peu utopique mais j'espère que ce ne l'est pas. Ceci dit, on doit toujours poursuivre une réflexion par rapport au travail qui reste vigilante. Car si chacun crée ses propres outils, etc., est-ce que ce n'est pas en fin de compte ce que la société capitaliste attend de nous ? Vous faites quelque chose que vous aimez et vous produisez pour très peu d'argent. A l'autre bout, vous avez l'emploi classique, vous êtes dans un système paternaliste, avec un employeur qui garde le contrôle sur tout. Dit autrement, comment assurer un système de protection qui ne soit pas un système de domination ? Je n'ai pas de réponse toute faite, mais il faut réfléchir sur les interstices qui peuvent s'ouvrir.

Il y a d'ailleurs un parallèle à faire entre les femmes au foyer, les artistes et les gens qui travaillent dans le milieu informatique " alternatif ". Ce sont tous des gens qui travaillent " pour rien " d'une certaine manière. Mais les bénéfices qu'ils en retirent ne sont pas les mêmes. Une femme qui a extrêmement bien élevé ses enfants ne peut pas l'inscrire sur son CV, on ne va pas l'engager pour ça. Alors qu'un informaticien qui a développé tout seul la création d'un logiciel peut ensuite le valoriser sur le marché du travail. Toutes les précarités ne sont pas semblables.

### **Les grandes entreprises elle-mêmes encouragent le télétravail à domicile comme moyen de développer des sous-traitances.**

Oui, mais la question n'est pas si claire. Certaines personnes aiment travailler à la maison. On imagine toujours le pire à ce sujet, mais les gens peuvent être responsables de leur choix, préférer travailler à la maison que se rendre dans des lieux de travail. Il y a différents désirs. C'est comme pour la flexibilité. Le travail 9-5 à temps plein au bureau ou à l'usine n'est pas tenable, il va disparaître à l'avenir mais il y a une image qui se maintient, aussi grâce à la pub, aux banques, etc. Je ne suis pas prête à démoniser la technologie en la rendant responsable de la surexploitation à domicile. Ce n'est pas si simple. Le vrai problème reste le partage des tâches à la maison entre les hommes et les femmes. Si ce sont les femmes qui font toujours l'essentiel, si ce sont elles qui ont d'abord des boulots mi-temps, c'est dû à la représentation de l'homme comme principal " soutien de famille ". L'" infériorité technologique " des femmes n'a rien de biologique. Pour les femmes, la question c'est toujours fondamentalement d'avoir " une chambre à soi " comme disait Virginia Woolf. Du temps, de l'argent et un espace à soi et les femmes pourront être d'aussi bonnes programmeuses que les hommes ! Il y a beaucoup de petits cours, de petites formations pour dégrossir l'accès aux nouvelles technologies. Le problème c'est le long terme : comment maintenir le contact avec la technologie, posséder l'information, etc.



*Delia Nathalie*

### **A part les artistes et les gens qui font de l'insertion, vous avez encore d'autres publics ?**

C'est un mélange. A Digitales, on peut avoir 200 personnes, des gens qui d'habitude ne se rencontrent jamais. Le " grand public ", ça n'existe pas, on touche toujours les gens par groupes. Mais le fait que des programmeurs en logiciels libres rencontrent des féministes ne se voit pas tous les jours ! Actuellement au niveau des programmeurs, il y a moins de 2% de femmes, c'est vraiment dramatique. Mais certains, du côté des logiciels libres, sont conscients de l'importance de s'ouvrir à d'autres milieux.

### **Est-ce que vous faites de l'accompagnement par rapport à des projets de femmes ou de groupes de femmes, comme la création d'un site ?**

Non en ce qui concerne Digitales. A Interface 3 il y a des formations dans le but de trouver un emploi. Mais il y a le Senso, organisé par tout le réseau ADA, pour la formation des femmes aux nouvelles technologies. Et là, il peut y avoir de l'accompagnement pour des asbl, afin qu'elles puissent créer leur site Internet. Il y a aussi Cybersoda, pour les jeunes filles entre 10 et 16 ans, avec un module " créer son site Internet ".

### **Revenons peut-être à Constant...**

Il y a plusieurs axes d'interventions. On n'a pas de lieu fixe, on devient public selon les occasions, les invitations, en cherchant des collaborations. Sur les alternatives au copyright. Sur le féminisme. Une réflexion sur les conditions de travail des artistes, avec une comparaison entre la situation en Belgique et dans d'autres pays. Il y a aussi une party qu'on va commencer à Anvers sur la science-fiction. C'est un projet qui a commencé en Espagne, à Barcelone.

### **Mais quel est le fil rouge qui rattache toutes les interventions ?**

La question du féminisme et la question " comment collabore-t-on ? comment partage-t-on ? ", dans le domaine des arts et médias. Constant associe des artistes qui se rassemble pour se demander comment ils travaillent. On ne produit pas d'oeuvres, on réfléchit sur comment faire à travers la production d'événements culturels.

Le projet science-fiction vise aussi à mettre ensemble culture populaire et culture " non-populaire ". A travers la science-fiction, on soulève la question d'accepter une société différente de celle qui existe aujourd'hui. Comment accepter la multiculturalité, comment accepter les technologies, comment accepter un changement qui de toute façon va se produire ? Ce n'est pas dire que la science-fiction avait déjà prévu Internet ou qu'elle prévoit l'apocalypse, mais plutôt de comment dessiner un avenir collectif ? On ne s'attache pas aux versions catastrophistes, car alors on donne du grain à moudre à ceux qui pensent qu'on s'y dirige de toute façon. A Anvers, c'est important, vu la peur de l'autre qui y règne. On peut rassembler des élus locaux, des activistes, des artistes, des scientifiques autour de films de s-f. On peut par exemple tester les droits de l'homme en se plaçant du point de vue des robots. Qu'en est-il des droits de l'homme pour ceux qui ne sont pas définis comme hommes dès le point de départ ? Finalement c'est toujours la question de surmonter les peurs imaginaires pour réfléchir à comment inventer ensemble un avenir possible.

**Propos recueillis  
par Jean Vogel**



*Souez Carine*

Les photographies illustrant ce dossier ont été réalisées par les étudiants de deuxième année en photographie de l'Institut Provincial des Arts et Métiers de La Louvière.

Ces cours de soir de promotion sociale sont ouverts à tous à partir de 16ans dès le mois de septembre.

Professeurs : Alain Breyer, Vincent Chiavetta et Véronique Vercheval.

Renseignements : 064/26 64 36